

Avant-projet de loi sur les itinéraires de mobilité de loisirs (LIML)
du

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR);

vu l'article 31 de la Constitution cantonale;

sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

Titre 1 : Dispositions générales

Art. 1 But

¹ La présente loi règle la procédure d'approbation et de modification des plans d'itinéraires de mobilité de loisirs et celle des constructions d'ouvrages qui y sont liées. Elle vise à assurer l'aménagement, la signalisation, l'entretien et la conservation de ces itinéraires et ouvrages ainsi qu'à fixer les principes de subventionnement.

² Les plans des itinéraires de mobilité de loisirs approuvés sont constitutifs d'un droit de passage public. Si des expropriations se révèlent nécessaires, les dispositions de la loi sur les routes s'appliquent.

Art. 2 Définition et champ d'application

¹ On entend par itinéraire de mobilité de loisirs tout itinéraire permettant un déplacement non motorisé, dont la vocation principale est liée aux activités de loisirs ou de détente. La mobilité de loisirs est distincte de la mobilité liée aux activités professionnelles et/ou scolaires et au pendularisme qui se concentrent principalement dans les zones urbaines et les agglomérations.

² La présente loi s'applique aux itinéraires de mobilité de loisirs approuvés.

³ Les itinéraires de mobilité de loisirs se distinguent notamment entre :

- a) Les itinéraires de chemins pédestres qui correspondent aux réseaux réglés par la loi fédérale sur les chemins pour piétons et de chemins de randonnée pédestre. D'un point de vue cantonal, les réseaux de chemins de randonnée pédestre se subdivisent en :
 - un réseau principal qui dessert notamment les liaisons internationales et intercantionales, les itinéraires nationaux et cantonaux, les tours pédestres de massifs montagneux, les zones de valeur reconnues, les lieux historiques et culturels, les cols, les bisses et rives importants, les installations touristiques et les arrêts de transports publics;
 - un réseau secondaire correspondant aux liaisons d'importance régionale ou locale;
- b) Les itinéraires de voies cyclables, qui comprennent notamment les bandes cyclables et des pistes cyclables;
- c) Les itinéraires de pistes pour vélo tout terrain (VTT), y compris les pistes de descente VTT;
- d) Les itinéraires de chemins de randonnée hivernale à pied et à raquette ainsi que les pistes de ski de fond.

Art. 3 Compétences

¹ Le service cantonal en charge de l'aménagement du territoire élabore les conceptions directrices des itinéraires de mobilité de loisirs, en collaboration avec les autres services concernés et les communes. Les compétences des autres services cantonaux sont précisées dans le règlement d'exécution.

² Les communes sont compétentes pour l'établissement des plans, l'aménagement, la signalisation, l'entretien et la conservation de ces itinéraires et ouvrages qui y sont liés, sous réserve de l'axe cyclable cantonal Oberwald – St-Gingolph. Il en va de même des mesures de police, sous réserve des compétences spécifiques d'autres autorités.

³ Le Canton est en charge de l'aménagement de l'axe cyclable cantonal Oberwald – St-Gingolph et des liaisons avec les principales gares ferroviaires. L'aménagement, la signalisation, l'entretien et la

conservation de cet axe sont gérés par le Canton, avec la collaboration des communes en particulier lorsque des voies publiques communales sont concernées. Est réservée la délégation de l'entretien de cet axe conformément aux principes fixés par la législation cantonale sur l'aménagement des cours d'eau.

⁴ Dans le cadre de l'accomplissement de leurs tâches, les communes peuvent collaborer selon les modalités prévues par la législation en la matière.

Art. 4 Coordination et collaboration

¹ Dans le cadre de l'établissement des plans d'itinéraires, les conceptions et les éventuels plans sectoriels du Canton, de la Confédération, des cantons et pays voisins seront pris en considération.

² Dans l'exécution de leurs tâches spécifiques, les autorités compétentes consultent toute autre autorité concernée. Elles effectuent une pesée des différents intérêts en présence, en particulier de la propriété foncière privée, du tourisme, de l'agriculture, de l'économie forestière, de la faune, de la nature et du paysage.

³ Le Canton, par ses services spécialisés, les communes et les organisations privées spécialisées collaborent sur tous les aspects essentiels à l'application de la présente loi.

Titre 2 : Approbation des plans, devoirs et obligations, financement

Chapitre 1 : Approbation des plans

Art. 5 Procédure d'enquête publique

¹ Les plans sont déposés publiquement pendant trente jours par les soins de la commune de situation au bureau communal. La mise à l'enquête est portée à la connaissance du public par insertion dans le Bulletin officiel.

² Le règlement d'exécution détermine la forme et le contenu des plans et des documents les accompagnant en vue d'une mise à l'enquête publique.

³ Si la construction d'un ouvrage ou une autorisation relevant de la législation spéciale est également nécessaire, les documents y relatifs seront mis à l'enquête publique simultanément avec les documents concernant l'itinéraire. Les lois spéciales s'appliquent, sous réserve du respect du principe de coordination.

⁴ Il peut être renoncé à une mise à l'enquête lorsqu'il s'agit de projets de peu d'importance ou de modifications mineures et si les propriétaires intéressés ont donné leur accord par écrit, ou si l'occasion leur a été donnée d'en prendre connaissance et d'y faire opposition.

Art. 6 Effet du dépôt des plans

Dès le dépôt des plans, les immeubles touchés ne peuvent subir aucune modification qui entraverait l'exécution du projet déposé.

Art. 7 Oppositions

¹ Les oppositions doivent être motivées et adressées par écrit à la commune de situation dans le délai de trente jours dès la publication dans le Bulletin officiel.

² Après l'échéance du délai d'opposition, la commune transmet les plans mis à l'enquête accompagnés des oppositions éventuelles et de son préavis au service cantonal en charge de la coordination des procédures

Art. 8 Traitement des oppositions; approbation des plans; effets juridiques

¹ Les services cantonaux intéressés et les organisations privées spécialisées doivent être consultés dans le cadre de la procédure d'approbation ou de remplacement des itinéraires.

² Le Conseil d'Etat statue en première instance sur les oppositions formulées lors de la mise à l'enquête publique, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère de droit privé. Il approuve ou refuse les plans.

³ En cas de constructions d'ouvrages liés à un itinéraire ou de demandes d'autorisation relevant de la législation spéciale, le Conseil d'Etat rend une décision globale et unique. Les autorisations relevant de la législation spéciale y seront également intégrées.

⁴ Les plans approuvés et entrés en force doivent être portés à la connaissance du public par la voie du Bulletin officiel. Dès cette publication, ils ont force exécutoire.

⁵ Ces dispositions sont applicables par analogie à la modification des plans, ainsi qu'à leur adaptation.

Chapitre 2 : Devoirs et obligations

Art. 9 Prestation des collectivités publiques

Les communes, les bourgeoisies et l'Etat permettent gratuitement le passage sur leurs terrains non cultivés dont l'utilisation est nécessaire pour l'aménagement, voire le remplacement d'itinéraires, à condition toutefois que ces terrains soient compatibles avec un tel passage.

Art. 10 Libre circulation et mesures de police

¹ La commune garantit dans le cadre de la législation en vigueur une libre circulation si possible sans danger sur les itinéraires de mobilité de loisirs et prend les mesures juridiques propres à en assurer l'accès au public.

² Elle ordonne l'arrêt des travaux contraires à la présente législation ainsi que le rétablissement de l'état antérieur.

Art. 11 Superposition et croisement d'itinéraires de types différents

Les itinéraires doivent être établis de manière à ce que, dans la mesure du possible, les itinéraires de types différents ne se superposent pas. Dans tous les cas, des mesures particulières telles que l'interdiction d'accès ou la fixation de priorité, devront être prises en cas de croisement ou de superposition de voies.

Art. 12 Règles de priorité sur les itinéraires de chemins pédestres

Sur les itinéraires de chemins pédestres, les randonneurs à pied ont la priorité sur les autres usagers, lesquels ont le cas échéant l'obligation de s'arrêter. Des dérogations sont exceptionnellement possibles en cas de situations extraordinaires.

Art. 13 Remplacement des itinéraires

¹ Si des voies de mobilité de loisirs contenus dans les plans en force doivent être supprimées totalement ou partiellement, de manière provisoire ou définitive, l'auteur de la suppression devra pourvoir à un remplacement convenable par des voies de mobilité de loisirs existantes ou à créer, en tenant compte des conditions locales, et ceci tout particulièrement dans les cas prévus par la loi fédérale sur les chemins pour piéton et les chemins de randonnée pédestre. Toutefois, les pistes de descente VTT ne doivent pas faire l'objet d'un remplacement.

² Les articles 5 et suivants de la présente loi sont applicables à la suppression et au remplacement.

Chapitre 3 : Financement

Art. 14 Financement ; subventionnement cantonal

¹ Le financement des itinéraires et des ouvrages est assuré par les communes, sous réserve de l'axe cyclable cantonal Oberwald – St-Gingolph.

² Pour l'axe cyclable cantonal Oberwald – St-Gingolph, le Canton assume tous les frais concernant sa construction s'il est situé sur propriété communale et à hauteur de 75% s'il est sur propriété cantonale, le solde étant financé par l'ensemble des communes du Canton. L'entretien sur propriété cantonale et les coûts supplémentaires d'entretien sur propriété communale sont assumés à raison de 75% par le Canton et de 25% par l'ensemble des communes du Canton. Pour la signalisation, le canton finance 75% des frais et l'ensemble des communes du Canton 25%.

³ Le Canton alloue des subventions aux communes pour les travaux relatifs à l'établissement des plans, à l'aménagement, à la réfection, à l'amélioration et à la signalisation. L'entretien courant ne fait pas l'objet d'un subventionnement.

⁴ Le taux des subventions est de 50% pour les itinéraires de chemins de randonnée pédestres faisant partie du réseau principal. Pour les autres types d'itinéraires de mobilité de loisirs, un subventionnement de 20% pourra être accordé à condition que l'itinéraire constitue un projet d'importance cantonale ou régionale. Les pistes de descente VTT ne sont pas subventionnées. De plus, seules des signalisations officielles peuvent faire l'objet d'un subventionnement.

⁵ Le Canton peut allouer des subventions à des organisations privées spécialisées, notamment à l'association faîtière valaisanne de la randonnée, pour leurs activités dans le cadre de la présente loi.

Art. 15 Réserve de la loi sur les subventions

Les dispositions de la loi cantonale sur les subventions sont applicables directement et dans leur intégralité aux subventions prévues par la présente loi.

Titre 3 : Voies de droit et dispositions pénales**Art. 16 Procédure et voies de droit**

Sauf disposition contraire de la présente loi, la loi sur la procédure et la juridiction administratives s'applique.

Art. 17 Dispositions pénales

¹ Sera puni d'une amende celui qui, intentionnellement ou par négligence:

- a) n'aura pas respecté une obligation, une condition, une charge, une interdiction ou une restriction que la loi met à sa charge;
- b) aura contrevenu aux ordres prononcés en application de la présente législation et signifiés avec indication de la sanction prévue au présent alinéa ;
- c) contreviendra de toute autre manière aux dispositions de la loi ou de ses dispositions d'exécution.

² Les communes, respectivement le canton pour l'axe cyclable cantonal, sont compétents pour réprimer les infractions.

Titre 4 : Dispositions finales**Art. 18 Exécution**

Le Conseil d'Etat édicte les prescriptions d'exécution nécessaires à l'application de la présente loi.

Art. 19 Abrogation et modification de lois

¹ Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires à celle-ci sont abrogées. Est en particulier abrogée la loi d'application de la loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LALCPR) du 27 janvier 1988.

² La loi sur les routes du 3 septembre 1965 est modifiée comme suit :

Art. 3 Enumération

Les voies publiques se divisent (...):

7. pistes de vélo tout terrain (pistes VTT).

Art. 9ter Itinéraires de chemins pédestres, de voies cyclables et de pistes VTT

La procédure d'approbation des itinéraires de chemins pour piétons et de chemins de randonnée pédestre, des itinéraires de voies cyclables, ainsi que des itinéraires de pistes VTT est régie par la législation spéciale.

Art. 20 Dispositions transitoires

¹ Les dispositions de la présente loi sont applicables aux procédures pendantes lors de son entrée en vigueur.

² Tout itinéraire de mobilité de loisirs est soumis aux exigences de la présente loi et, sous réserve de l'alinéa suivant, une procédure d'approbation devra être engagée dans un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

³ En particulier, les dispositions transitoires suivantes s'appliquent :

- a) Pour les chemins pédestres, les approbations données en vertu de la législation sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre sont reconnues.
- b) Pour les voies cyclables, les approbations données par l'autorité cantonale en matière de signalisation routière sont reconnues.
- c) Pour les pistes VTT, les approbations données en vertu de la législation sur les routes sont reconnues.
- d) Pour les pistes de roller, les approbations données par l'autorité cantonale en matière de signalisation routière sont reconnues.

Art. 21 Entrée en vigueur

¹ La présente loi est soumise au référendum facultatif.

² Le Conseil d'Etat fixe la date de son entrée en vigueur.